



**HAL**  
open science

## Quelques éléments de clarification sur la globalisation

Laurent Bazin

► **To cite this version:**

Laurent Bazin. Quelques éléments de clarification sur la globalisation. Cahiers lillois d'économie et de sociologie, 2003, 40, pp.175-194. halshs-00006505

**HAL Id: halshs-00006505**

**<https://shs.hal.science/halshs-00006505>**

Submitted on 3 Nov 2006

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Quelques éléments de clarification sur la globalisation

Laurent Bazin  
CNRS – CLERSÉ-IFRESI

Pré-publication d'un article paru dans  
*les Cahiers lillois d'économie et de sociologie (CLES)*  
éditions L'Harmattan, n° 40, 2003, pages 175-194

## Résumé

Ce texte entreprend de clarifier la notion de mondialisation/globalisation et de cerner les processus qui s'y rapportent. Pour cela, il procède d'un côté à un examen épistémologique rétrospectif de l'anthropologie sociale et des sciences du développement, de l'autre à une réflexion sur les schèmes structurants des rapports internationaux, à la fois économiques, politiques et idéologiques. Centrales dans ces évolutions est l'inversion de la position des Etats vis-à-vis de l'économie, le passage d'une perspective dominée par le développement industriel à une logique de destruction des capacités de production dont l'immobilisation est devenue un frein à la liquidité des marchés. A partir de ce constat, l'auteur tente de montrer l'intérêt pour les sciences sociales contemporaines de problématiser le marché, non comme mécanisme économique qui supposerait une description objectivable, mais à travers les enchaînements de significations que le marché introduit dans les processus sociaux : les nouvelles combinaisons entre politisation et marchandisation de l'identité sont particulièrement examinés.

## Mots clé

Mondialisation. Globalisation. Marché. Marchandisation. Désindustrialisation. Capitalisme. Expansion du capitalisme. Travail. Travail salarié. Protection sociale. Financiarisation. Patrimoine. Patrimonialisation. Culturalisation. Ethnicisation. Identité. Anthropologie. Anthropologie politique.

Laurent Bazin est chargé de recherche au CNRS. Il est membre du Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSÉ – UMR 8019), laboratoire constitutif de l'Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles (IFRESI). Il collabore à l'Unité de recherche « Travail et mondialisation » de l'IRD.

Voir aussi <http://www.univ-lille1.fr/clerse/> ainsi que <http://www.tem.ird.fr>

## Quelques éléments de clarification sur la globalisation

Tandis que les termes mondialisation ou globalisation suscitent une fascination positive et négative immodérée, le milieu scientifique reste très partagé sur la nature des phénomènes qu'ils recouvrent, leur éventuelle nouveauté ainsi que la pertinence de ces désignations<sup>1</sup>. Cet article tente d'éclaircir ces questions et de suggérer quelques pistes de réflexion pour une lecture globale de la globalisation, dans le double sens d'une appréhension comparative à l'échelle mondiale et d'une analyse des articulations entre des phénomènes qui, se produisant dans des secteurs distincts (ou supposés tels) de la réalité, n'en sont pas moins intimement liés<sup>2</sup>. Pour cette raison, la démarche est également double : elle s'efforce de cerner les caractères saillants de l'évolution de la conjoncture mondiale tout en y inscrivant un survol rapide des difficultés épistémologiques auxquelles l'anthropologie est confrontée depuis la période de la décolonisation. Les difficultés de l'anthropologie apparaissent en effet instructives et significatives dans la mesure où les transformations du monde contraignent constamment la discipline, plus que les autres sciences sociales, à s'interroger sur ses fondements épistémiques et à redéfinir son(s) objet(s) de recherche. Le cheminement adopté suppose de revenir en premier lieu sur les modélisations forgées à partir des mutations des sociétés occidentales et qui, par leur centralité même au sein des sciences sociales, impliquent la récurrence des figures de la " transition " dans la conceptualisation des changements affectant les sociétés " périphériques ". Un regard critique sur les travaux menés durant la période de décolonisation enjoint à les replacer dans la conjoncture qui leur a donné naissance pour en saisir les apports et les impasses. Cette période marquée par la constitution d'Etats postcoloniaux et les idéaux du développement est aussi celle de la guerre froide, de la formation des Etats-providence d'un côté, de la consolidation d'un " bloc " socialiste de l'autre. Il nous semble intéressant tout d'abord de développer l'idée que cette configuration particulière des rapports internationaux structure les constructions socio-politiques de l'économie en montrant simultanément que c'est également dans ce cadre que l'on peut interpréter les orientations scientifiques qui se sont mises en place à cette période. Dans l'anthropologie, comme dans les autres disciplines, la réflexion sur l'économie politique occupait une position centrale, alors qu'elle est aujourd'hui plutôt marginale.

### **Anthropologie, modernisation, transition**

Dans les années 1960-70, la prépondérance de l'anthropologie économique dans la discipline et l'attention scrupuleusement accordée aux différentes formes de production, de travail et d'échange marchand ou non marchand tient à une conjoncture

---

<sup>1</sup> La première partie de ce texte est issue d'une communication intitulée " Industrialisation, désindustrialisation, globalisation. Un point de vue anthropologique " et présentée aux 7e journées d'étude de l'IFRESI, " Que reste-t-il des cultures et des sociétés industrielles ? ", juin 2002.

<sup>2</sup> Voir aussi L. Bazin & M. Selim : *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan, 2001 ; L. Bazin & M. Selim : " Ethnographie, culture, globalisation. Problématisations anthropologiques du marché ", *Journal des anthropologues*, 88-89, 2002 : 269-305.

internationale particulière : à la suite de la décolonisation, le développement est devenu une préoccupation essentielle tandis que les répercussions de la guerre froide, qui se manifeste par un affrontement idéologique majeur entre capitalisme et socialisme, structurent le champ scientifique. La prégnance de la pensée marxiste donne alors à l'économie (travail, production en premier lieu, mais aussi échange, richesse et accumulation, consommation, etc.) et à la question du statut accordé à l'économie (c'est-à-dire du rapport qu'elle entretient avec le politique, le religieux et les idéologies, la parenté et les rapports de sexe, etc.) une place de première importance dans les débats intellectuels et, au-delà, idéologiques et politiques. La mise en évidence d'altérités des modes d'existence de l'économie — ou d'ailleurs leur déni — est, dans cette conjoncture politique et idéologique, un objet d'interrogations scientifiques constantes et essentielles qui rencontrent un intérêt bien au-delà du cercle étroit de l'académisme.

La vigueur des affrontements idéologiques, par la médiation des paradigmes, nourrit alors un raidissement du théoricisme dans l'anthropologie française, partagée entre le prestige du structuralisme et les prétentions explicatives du marxisme. Ce durcissement a pour corollaire une négligence relative de l'interprétation des situations concrètes observées dans leur cadre d'actualisation et pérennise une posture de dédain pour l'analyse du sens des conjonctures, posture traditionnelle de l'anthropologie française. Néanmoins, suivant l'impulsion donnée par G. Balandier et l'anthropologie britannique du changement social, de nombreux travaux (en majorité africanistes) se portent alors sur l'analyse des transformations qui s'opèrent, notamment par l'examen de la pénétration du capitalisme et des rapports marchands introduits par le biais de la colonisation et de ses régimes de coercition (monétarisation contrainte par l'impôt, obligation de cultures, travail forcé). L'extension ou non des cultures d'exportation, du salariat, la monétarisation des échanges et de la dot (qui fait potentiellement des femmes des objets marchands), la segmentation des échanges et les régimes de neutralisation de la valeur marchande des biens (par l'ostentation, les dépenses somptuaires, les rivalités de don et les obligations de redistribution), sont quelques-uns des thèmes les plus étudiés.

Le principe général de ces recherches reste de manière tendancielle dominé par une optique qui oppose les sociétés “ traditionnelles ” à la “ modernité ”, tout en se donnant pour objet de saisir la transformation des premières sous l'effet de l'extension de l'économie capitaliste et (mais de façon beaucoup moins systématique) de la constitution d'Etats souverains surgis de la décolonisation<sup>3</sup>. Dans la logique spécifique de l'anthropologie marxiste, l'attention accordée à la “ modernisation ” fait place à la problématique de la transition au capitalisme, ou de l'articulation des modes de production : les rapports entre sociétés sont alors appréhendés sous l'angle exclusif de la connexion de deux formes archétypales de systèmes économiques. Cette posture conduit à accorder par exemple une importance négligeable aux Etats postcoloniaux qui se constituent en Afrique, considérés comme simples relais du capitalisme occidental. Or les Etats africains sont, dans le même temps, la base d'un enrichissement rapide de bourgeoisies nationales qui se voient d'ailleurs fréquemment interdire l'investissement

---

<sup>3</sup> Voir la très bonne présentation de l'évolution de l'anthropologie africaniste par J.-P. Dozon : “ Les Etats africains contemporains dans l'épistémè africaniste française ”, *Journal des anthropologues*, 92-93, 2003.

dans le capitalisme industriel, domaine partagé de l'ancien colonisateur et de l'Etat. Une telle situation complique quelque peu une lecture en terme de " mode de production " et soulève des interrogations sur la capacité d'analyse de raisonnements qui resteraient prisonniers d'une dichotomie fondée sur la rupture entre sociétés marchandes et non marchandes, capitalistes et non capitalistes ou entre le traditionnel et le " moderne ".

Ces deux grands courants de recherches anthropologiques, qui sont ici évoqués de manière très rapide et schématique, ne sont que deux des modalités d'appréhension du " développement " par les sciences sociales. Elles sont néanmoins significatives de deux grands pôles méthodologiques dans la conceptualisation des sociétés dites " en développement ". D'un côté, une logique taxinomique (c'est-à-dire typologique), réinstaurée par l'approche marxiste, implique de ne pas considérer les sociétés dans leur présent et leurs dynamiques de transformation. Elle suppose en effet que l'accent soit mis sur la construction et la description de types ou de catégories, le problème théorique central devenant de penser le rapport entre les différents types élaborés : c'est bien ce à quoi s'est appliquée la discussion des modes de production, de leur succession, de leur articulation. D'un autre côté, les approches en termes de modernisation n'ont pas vraiment échappé à l'illusion téléologique dans la mesure où elles s'attachaient à décrire les transformations sociales à partir de leur terme supposé, dont les sociétés occidentales (au choix : modernes, industrielles, développées, capitalistes, éventuellement socialistes, etc.) fournissaient le modèle implicite ou explicite. L'anthropologue américain J. Ferguson, en montre remarquablement bien les écueils, en réexaminant, à la faveur d'enquêtes de terrain contemporaines, l'ensemble des recherches effectuées sur la Zambie<sup>4</sup>. La désindustrialisation en vigueur mais aussi la relégation des idéaux de développement mettent aujourd'hui en évidence le caractère illusoire des analyses qui, élaborées dans le contexte d'une industrialisation (minière) rapide de l'Afrique australe sont restées dominées par ce cadre idéologique d'un développement et d'une modernisation pensés comme une évolution des sociétés concernées sur le modèle de l'histoire occidentale.

D'une manière générale, ces deux types d'approche ont donc en commun de s'inscrire dans une vision du monde dont la référence des sociétés industrialisées<sup>5</sup> constitue le centre et l'aboutissement. C'est bien en effet la conceptualisation des sociétés industrielles comme norme centrale qui implique que le regard porté sur les sociétés que cette norme exclut demeure prisonnier d'une pensée en terme d'altérité radicale (débouchant sur la négation de l'existence de leurs formes d'organisation sociale actuelles) ou en terme de retard, de défaillance, de décalage temporel, de modèle inachevé en cours de réalisation, c'est-à-dire en terme de transition.

---

<sup>4</sup> J. Ferguson : *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley, University of California Press, 1999 ; J. Ferguson : " Global Disconnect : Abjection and the Aftermath of Modernism ", in J. X. Inda & R. Rosaldo : *The Anthropology of Globalization*, Malden (USA) & Oxford (UK), Blackwell, 2002 : 136-153. Voir aussi J. Copans : " L'anthropologie sociale n'est-elle pas née, au fond, des mines ? ", communication au colloque " Formes de mobilisation dans les régions d'activité minière ", IFRESI-Anthropologie du bassin minier, Béthune, 24-26 mai 2000.

<sup>5</sup> En fait, à travers leurs deux archétypes que sont d'un côté le bloc capitaliste occidental, et de l'autre les pays socialistes.

L'idée de transition — dans son caractère de prisme réfractant la pensée vers un idéal prédéfini, considéré positivement ou négativement — n'est évidemment pas propre à l'anthropologie, mais caractérise plus généralement les recherches produites à la même époque sur le tiers monde : les courants tiers-mondistes, la sociologie et l'économie du développement. Les différentes théories du développement, du sous-développement, la focalisation des recherches sur les modalités de l'industrialisation, les différentiels sectoriels de la croissance, les interrogations et débats sur l'informel, enfin, en sont les formes d'expression dans l'économie<sup>6</sup>. Du côté de la sociologie ou de l'histoire, ce sont les processus de formation des stratifications sociales, la nature de la bourgeoisie et celle des classes ouvrières qui ont retenu l'attention. Là encore, les regards ont souvent été orientés par la construction d'une opposition conceptuelle entre l'intégration au monde industriel et urbain (siège de la modernité) d'une part, et de l'autre les structures lignagères, de parenté, villageoises, etc. (siège implicite d'une "authenticité" de la tradition). Les processus historiques de constitution des classes sociales en Europe et aux États-Unis dans la période de la révolution industrielle tiennent lieu de référence souvent explicite ; les dynamiques propres des sociétés concernées se mesurant alors en terme d'écart par rapport à cette norme théorique. La question de l'adéquation des sociétés à la norme industrielle traverse de part en part les problématiques. Il faut attendre les années quatre-vingt pour que soit avancé par exemple l'argument que la salarisation, l'industrialisation, la constitution des États reproduisent et transforment les structures et les formes de socialisation dites traditionnelles — dont la parenté et l'ethnicité — plutôt que de les affaiblir et les condamner à disparaître plus ou moins rapidement<sup>7</sup>.

A partir des années 1980 justement, l'idéologie du développement devient caduque devant l'évidence d'un échec des politiques de développement, l'étranglement financier des États, l'illégitimation de leurs interventions dans la sphère économique, l'imposition des plans d'ajustement structurel (en Afrique et Amérique latine). Cette réforme idéologique s'accompagne d'une reformulation des interrogations scientifiques. On n'envisage plus désormais les sociétés sous les seuls angles de la croissance, de l'amorce d'industrialisation, de l'emprise du salariat, de l'évolution comparée des supposés secteurs de l'économie dits "formels" et "informels". L'idée de transition imprègne cependant encore aujourd'hui les visions du monde véhiculées autant par l'expertise internationale, les médias et les discours politiques que par le champ scientifique dans son ensemble. Elle se présente désormais plus particulièrement comme un motif incantatoire à l'égard des États, des sociétés et des économies anciennement socialistes (l'ex-URSS et l'Europe de l'est) ou du "socialisme de marché" (Chine, Vietnam, Laos), comme une projection venant en quelque sorte se substituer à celle de l'instauration du communisme qui constituait l'horizon officiel des régimes politiques au pouvoir.

---

<sup>6</sup> Pour une rétrospective plus précise des interrogations soulevées dans l'économie par le développement, voir A. Mounier : " Histoire et développement. De l'universel au singulier ". *Histoire et anthropologie*, 22, 2001 : 23-52.

<sup>7</sup> M. Agier, J. Copans & A. Morice (dir.) : *Classes ouvrières d'Afrique noire* . Paris, Karthala, 1987 ; J.-L. Amselle & E. M'Bokolo (dir.) : *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*. Paris, La Découverte, 1985.

La notion de transition se déploie donc sous une nouvelle expression : celle de l'adéquation des sociétés au marché ou plutôt à l'idéal marchand du capitalisme financiarisé<sup>8</sup>. Les recherches africanistes en offrent un exemple extrêmement frappant : tandis que les problématiques sur la nature des stratifications sociales et les effets de la salarisation s'effacent, surgissent à la fin des années 1980 une multitude de nouveaux travaux portant sur l'esprit d'entreprise (dans sa version canonique ou culturalisée<sup>9</sup>), les commerçants néotraditionnels, les entrepreneurs. Parce qu'elles sont surdéterminées par les perceptions véhiculées par les médias et la multitude des experts (qualifiées d'"afropessimisme")<sup>10</sup>, ces travaux ont tendance à s'enfermer dans une alternative entre stigmatisation et réhabilitation culturelles. Ainsi, si au cours des années 1980 la fausse antinomie entre travail salarié et parenté est déconstruite, elle tend à être par la suite réactivée sous la forme de l'opposition entre marché et cultures locales, dont les structures de parenté sont un emblème. Ces orientations s'enchaînent désormais dans les nouvelles mythologies du marché, supposé menacer de destruction le "lien social", les solidarités et la "culture" qui, pour cette raison, se voient tendanciellement érigés en capital de résistance.

### **Etats, économie, globalisation**

Rappelons que cet imaginaire du développement et de la modernisation, qui a profondément marqué et orienté la recherche scientifique, naît à partir des années 1930 autant dans l'empire colonial français que dans celui de la Grande Bretagne, de la nécessité et des tentatives de réformer les structures de domination coloniales pour pouvoir les conserver<sup>11</sup>. Il se substitue aux modalités antérieures de gestion des colonies : l'État, ou l'administration coloniale, qui se contentait jusqu'alors d'être l'agent et le garant de la mise en place d'une exploitation prédatrice (la "mise en valeur" des colonies) impose son autorité autour du projet d'une transformation par l'État des sociétés dominées (volonté "civilisatrice" auparavant délaissée à la discrétion des missions). La stabilisation de la main-d'œuvre en est, là comme ailleurs, l'un des piliers essentiels. Ce projet a été le cœur de l'idéologie d'émancipation et de construction nationale sur laquelle se sont édifiés les nouveaux États africains indépendants à partir des années 1960 et jusque dans les années 1980. Dans la mesure où il est essentiel au mode de légitimation politique dans ces sociétés, il a également un caractère primordial et structurant dans l'ensemble des rapports socio-politiques.

Il n'y a guère de spécificité géographique dans ce constat. Un tel projet n'est que le pendant de l'œuvre de création d'un "homme nouveau" entreprise par les États socialistes. Plus généralement, de telles visions, qui s'imposent comme

---

<sup>8</sup> Voir aussi L. Bazin & M. Selim : "Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam)" (communication à la journée du CLERSE, 2001) publié dans le *Journal des anthropologues*, 87, 2001 : 109-137.

<sup>9</sup> J.-F. Bayart (dir.) : *La réinvention du capitalisme*. Paris, Karthala, 1993.

<sup>10</sup> La difficulté à dépasser cette surdétermination est illustrée par l'introduction de J.-L. Amselle au récent numéro des *Temps modernes*, que l'on peut rapprocher de la perspective adoptée douze ans plus tôt par le numéro "l'Afrique autrement" de *Politique africaine* (n° 39, 1990).

<sup>11</sup> F. Cooper : *Decolonization and African Society. The Labour Question in French and British Africa* . Cambridge University press, 1996.

idéologiquement prépondérantes des années 1920-30 aux années 1980, reposent sur le rôle central attribué à l'État dans le remodelage des sociétés, par le biais de la construction ou de l'encadrement de l'économie. Cette conception se déploie sur l'ensemble du monde selon des variantes plus ou moins radicales vécues comme distinctes ou opposées entre elles. La planification de l'économie en est sans doute la meilleure expression instrumentale<sup>12</sup>. Son modèle d'origine est l'économie de guerre allemande durant le premier conflit mondial ; si elle caractérise le fonctionnement des économies socialistes après la révolution de 1917, elle inspire cependant le *New Deal* américain des années 1930 ou, après la seconde guerre mondiale, le compromis fordiste et keynésien en Europe occidentale, selon les expressions usuelles. Elle trouve donc en toute logique ses formes d'expression dans les politiques menées par les États postcoloniaux sur les bases des prémisses mises en place par les autorités britanniques ou françaises.

En résumé, jusque dans les années 1980, l'idée partagée de l'avènement de sociétés industrielles qui trouveraient leur formes achevées dans les espaces centraux (capitalistes ou socialistes) dérive de la primauté accordée à la production et à la croissance industrielles dans la fabrication des rapports sociaux, mais aussi de la place de l'État dans le processus de modernisation de la société engagé sur cette base. Les conceptions et les formes de légitimation des États (anciens ou surgis de la décolonisation) se sont ancrées dans ces idéologies productivistes et industrialistes : l'État devait produire la société en produisant la production industrielle, ou en l'encadrant. Cet impératif a été d'autant plus affirmé lorsque les sociétés paraissaient plus en retard sur l'échelle du développement industriel : les tentatives d'abolition du marché et de la propriété, entreprises par les États socialistes, en sont la concrétisation la plus poussée. Cette période, des années 1920-30 aux années 1980, est aussi celle de l'affrontement au niveau mondial de trois (si l'on inclut les fascismes et le nazisme) puis deux blocs idéologiques : la performance industrielle (dans ses aspects techniques et productifs) est un élément majeur d'ostentation dans cet affrontement qui structure les rapports entre les États, de sorte que le conflit mondial larvé qui se déroule jusque dans les années 1980 est lui-même un élément structurant de la production de l'économie (industrielle) dans les différentes sociétés. La configuration des rapports géopolitiques encourage ainsi une orientation productiviste de tous les États : les résultats économiques, qui sont envisagés sous l'angle de la production (et pas encore de la compétitivité), ont à la fois cette fonction démonstrative dans les rivalités entre blocs politico-économiques antagonistes et celle d'être le support de légitimation des États issus du démantèlement des empires coloniaux. Dans les pays occidentaux, la mise en place de la société de consommation fait de cette dernière un idiome central des hiérarchisations sociales<sup>13</sup>, mais aussi des rapports internationaux : la mise en scène de l'opulence de Berlin-Ouest est destinée à signifier la supériorité d'un système politico-économique sur un autre, tandis que les nouvelles élites africaines, constituées autour de l'État, se lancent avec fébrilité dans l'acquisition d'objets étrangers (occidentaux), signes non seulement du statut nouvellement acquis, mais aussi que ce dernier leur a été

---

<sup>12</sup> R. Lourau : *L'État-inconscient*. Paris, minuit, 1972.

<sup>13</sup> J. Baudrillard : *La société de consommation* . Paris, Gallimard, 1970. P. Bourdieu : *La distinction* . Paris, éd. de minuit, 1979.

concedé par les anciennes tutelles coloniales. Par comparaison, si, aujourd'hui, un engouement analogue pour l'enrichissement et la consommation étrangère caractérise le Vietnam (à l'instar de la Chine<sup>14</sup>), il intervient précisément comme nouveau régime d'héroïsation mis en place par l'Etat-parti venant étayer les formes locales d'un stakhanovisme menacé d'obsolescence : le marché, conjugué depuis 1986 avec le communisme, est à la fois le nouveau support de mobilisation des masses et le lieu imaginaire d'un affrontement renouvelé avec l'ennemi étranger<sup>15</sup>.

La conjoncture économique, politique, idéologique évolue au niveau mondial de telle sorte qu'à partir des années 1980 ces visions du rapport entre État, société et économie vont se déplacer et se repositionner autour du rôle central de la figure archétypale du marché puis de celle de la liquidité financière. Les États se voient relégués à une position secondaire désormais qualifiée par le terme gouvernance. Ce dernier, dont la progression a été constante au cours des années 1990, subsume en effet aujourd'hui la notion de marché en y englobant le politique qui se réduirait alors à une simple modalité de gestion du marché, de ses produits, de ses besoins et de ses défaillances (droits ; identités culturelles et de genres ; minorités ; pauvreté et exclusion ; santé et éducation ; environnement et patrimoine).

Trois aspects saillants et interdépendants semblent centraux dans cette évolution. Le premier tient à la généralisation de l'endettement international des États et à la conversion progressive au capitalisme marchand des pôles socialistes, à partir de la fin des années 1970<sup>16</sup>. De nouvelles modalités de construction de la dépendance se profilent dans ce réaménagement des rapports internationaux, par le biais de l'endettement financier et de l'interdépendance économique, organisés au moyen d'une multiplication d'organismes et de traités internationaux (mondiaux ou régionaux) visant tout spécialement l'instauration d'un marché " libre ". Un troisième aspect fondamental de la mondialisation présente est l'évolution d'un capitalisme partiellement libéré de la tutelle des États vers une autonomisation de sa sphère financière à l'égard des contingences productives<sup>17</sup>. Ces processus s'accompagnent de la généralisation des interventions sur des scènes mondiale ou locales d'ONG et d'associations, assurant la diffusion et la " moralisation " des valeurs associées au marché, ainsi que de l'omniprésence de mouvements identitaristes porteurs d'affirmations ethnoculturelles ou ethnoreligieuses<sup>18</sup>. L'un et l'autre de ces phénomènes peuvent être considérés comme les manifestations de nouveaux modes de médiation des rapports politiques, dont la " crise de la représentation " dans les démocraties occidentales n'est qu'une des formes d'expression. Si les termes de mondialisation et globalisation ont un sens, celui-ci désigne précisément cette nouvelle conjoncture des rapports internationaux, caractérisée

---

<sup>14</sup> A. Ong : *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality* . Durham, Duke University Press, 1999.

<sup>15</sup> M. Selim : *Pouvoirs et marché au Vietnam. Tome 1 : Le travail et l'argent. Tome 2 : Les morts et l'Etat*. Paris, L'Harmattan, 2003.

<sup>16</sup> D'un côté, l'URSS et ses satellites réunis dans le COMECON, qui finira par éclater ; de l'autre la Chine rejointe en 1986 par le Vietnam et le Laos.

<sup>17</sup> A. Orléan : *Le pouvoir de la finance*. Paris, O. Jacob, 1999.

<sup>18</sup> Voir plus généralement : B. Hours : *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan, 2002, ainsi que B. Hours : *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan, 1998.

par l'extension à l'ensemble du monde d'un capitalisme dominé par les logiques financières. Le marché — à la fois modèle institutionnel malléable à l'infini et complexe idéologique — y occupe une position centrale.

Comme effet immédiatement tangible de ce changement de conjoncture, les démonstrations de la puissance et du positionnement international des États ne concernent plus la construction de complexes industriels d'envergure, si ce n'est, négativement, dans une compétition pour leur destruction. L'ostentation agonistique, qui intervient comme mode de communication dans les rapports politiques et économiques internationaux et nationaux, s'insère aujourd'hui dans un paradigme de la liquidité<sup>19</sup> et de la flexibilité, par opposition à l'immobilisation du capital (et à la stabilité salariale). Elle s'applique spectaculairement à la liquidation (dans tous les sens du terme) des capacités productives érigées durant la période antérieure, qu'il s'agisse du démantèlement des complexes d'État, destiné à affirmer une nouvelle orientation idéologique sur une scène politique interne<sup>20</sup> et à obtenir des financements internationaux<sup>21</sup>, ou qu'il s'agisse de la réduction des facteurs de production d'un "secteur privé" visant la séduction des marchés transnationaux de la liquidité boursière<sup>22</sup>. Ce paradigme de la liquidité, on le sait, altère profondément le modèle de la salarisation généralisée — incluant les dispositifs de protection sociale<sup>23</sup> — qui s'imposait dans la période antérieure comme l'horizon de pensée<sup>24</sup>. A l'échelle mondiale, l'achèvement de la salarisation se réalise dans les fractions sociales les plus dominantes comme modalité de rémunération du capital accompagnant la progression de l'actionnarisation. Parallèlement les franges sociales inférieures se voient très massivement affectées par une "dé-salarisation" dans ses trois facettes de sortie du salariat, de précarisation des contrats de travail et d'expulsion des modalités de protection attachées à l'emploi, plus ou moins drastiques selon les configurations (Etats-Unis, Europe, Amérique latine, pays anciennement communistes ou du "socialisme de marché", etc.).

Ces processus opèrent à l'échelle mondiale une relégation de la production industrielle, de ses salariés et de ses "armées de réserve", justifiant sans aucun doute le

---

<sup>19</sup> Selon l'expression de F. Lordon : *Fonds de pension, pièges à cons ?* Paris, Raisons d'agir, 2000.

<sup>20</sup> Cf. la brutalité de M. Thatcher envers les mineurs britanniques.

<sup>21</sup> Cf. la "thérapie de choc" des ex-pays socialistes, dont la comparaison avec l'Argentine, figure de proue du néolibéralisme à la suite des Etats-Unis et de la Grande Bretagne à la fin des années 1980, serait sans doute très instructive.

<sup>22</sup> Cf. L. Wacquant : "La généralisation de l'insécurité salariale en Amérique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115, 1996 : 65-79.

<sup>23</sup> Pour un contrepoint à une vision trop centrée sur les dispositifs existant en Europe, cf. par exemple : B. Lautier, in Lautier, Morice & Miras : *L'État et l'informel*. Paris, L'Harmattan, 1993 ; L. Bazin & R. Yao Ghabéli : "Le travail salarié, un modèle en décomposition ?", in Contamin & Memêl-Fotê (dir.) : *Le modèle ivoirien en question*. Paris, Karthala-ORSTOM, 1997 : 689-706. Sur la nécessité de considérer à l'échelle mondiale et comparativement l'évolution des systèmes de travail et de protection sociale, voir : A. Mounier : "La question sociale nord-sud", in *Emploi, travail et mondialisation* (actes du séminaire du 16-18 déc. 1998), Paris, IRD, 1999 : 7-19.

<sup>24</sup> On pense ici notamment à la sociologie du travail, qui s'est jusqu'alors intéressée principalement aux "sociétés salariales", ainsi qu'aux sciences sociales du développement dont les analyses étaient orientées vers la prolétarianisation et la progression du salariat. Cette fracture partageant le monde selon le degré d'achèvement du salariat et de l'industrialisation révèle aujourd'hui pleinement son caractère artificiel et s'avère plus que jamais obsolète.

descriptif “ post-industriel ” appliqué à la structure de l’économie internationale présente. Ils rendent cependant bien hasardeux l’exercice de la typologie qui consisterait à renouer avec un partage imaginaire du monde, proposant, pour l’édification de ses espaces périphériques (ou, comme autrefois, de ses masses), ses pôles dominants comme modèle idéalisé positivement ou négativement. C’est bien un tel découpage qu’opère aujourd’hui l’usage généralisé de la notion de “ transition ”, qui conserve la structure de pensée antérieure tout en situant désormais l’étalon de mesure dans l’avènement de sociétés post-industrielles (pensées à partir des canons occidentaux). Celles-ci figureraient en conséquence comme nouvel aboutissement vers l’idéal postulé, soit l’accomplissement d’une “ économie de marché ” et de ses corollaires négatifs ou positifs, en termes de dislocation du lien social, d’individualisation, de désaffiliation d’un côté et, de l’autre, de fluidité, de réseaux, de mobilité, de la gouvernance sous ses différentes facettes : démocratie, liberté et éthique, droits de l’homme des femmes des enfants des minorités ethniques ou sexuelles de la propriété et du commerce, gestion des différentes sortes de capital et de patrimoine (humain, culturel et naturel), “ solidarité ”<sup>25</sup> et “ lutte ” contre la pauvreté. Pour les sciences sociales en général, s’extraire d’une vision trop occidentalocentrée est aujourd’hui d’autant plus une nécessité épistémique qu’au plan mondial et à travers le jeu des rapports entre les trois grands types d’acteurs que sont les Etats, les organismes internationaux et les ONG, l’imposition des normes idéologiques occidentales et sa justification morale atteignent un degré de puissance et de violence symbolique peut-être inégalé durant la période coloniale.

Si la réflexion anthropologique peut apporter une contribution aux débats sur la globalisation, ce n’est donc pas, comme elle a cru devoir le faire dans des périodes antérieures, en proposant la validation des nouvelles caractérisations de la “ modernité ” par l’exhibition de sociétés et de cultures “ archaïques ”, “ primitives ” ou “ traditionnelles ” (même à saisir celles-ci sous l’angle du changement) mais au contraire en invitant à élargir le champ de vision pour englober dans une perspective comparative heuristique l’ensemble du monde et aider à en comprendre les transformations contemporaines. Dans cette optique, l’ethnologie ne constitue pas un “ détour ” qui serait utile pour entreprendre une “ archéologie objective de notre inconscient ”<sup>26</sup>, mais vise plus simplement à fournir quelques outils d’analyse comparative des dynamiques sociales dans des sociétés diverses et diversement confrontées à un même processus mondial de généralisation du capitalisme et des rapports marchands.

### **Régimes d’internalisation et d’extériorisation du marché : exemples autour de la marchandisation et de la politisation de l’identité**

Observer et analyser les régimes d’incorporation du marché dans les rapports sociaux — selon des modalités que les couples imposition/résistance et homogénéisation/singularité culturelles ne sauraient décrire sans réduire les dynamiques

---

<sup>25</sup> Bazin L., Hours B., Selim M. (à paraître). “ Solidarité, travail, globalisation ”, in Hours B., Selim M. (dir.), *Solidarités et compétences. Idéologies et pratiques*. Paris, L’Harmattan.

<sup>26</sup> P. Bourdieu : *La domination masculine*. Paris, seuil, 1998 : 9.

sociales à des effigies peu efficaces d'un point de vue heuristique — est par conséquent un objet contemporain difficilement esquivable par l'ensemble des sciences sociales, quels que soient le domaine, la situation ou l'échelle sur lesquels les chercheurs portent leur attention. Un axe d'interrogation essentiel a trait à l'évolution des conjonctions du politique et de l'économique, et par conséquent aux élaborations imaginaires et idéologiques de soutènement, de contestation, d'ancrage dans les logiques sociales, des systèmes politico-économiques en voie de mutation. Si le champ de l'entreprise, du travail et des rapports économiques en est le lieu d'accomplissement le plus immédiat, la pénétration des logiques marchandes et leur édification symbolique concernent tous les domaines de la socialisation. Ces processus ont en outre pour effet de brouiller les anciennes articulations entre ces différents domaines pour les combiner dans de nouveaux arrangements. La sphère du religieux et des croyances en constitue sans doute l'un des sites d'observation les plus féconds, ainsi que l'illustrent des travaux portant aussi bien sur les religions les plus anciennement institutionnalisées, à l'instar du catholicisme<sup>27</sup>, sur la prolifération de courants charismatiques ou pentecôtistes<sup>28</sup> ou sur les cultes les plus divers impliquant possession par les génies, divinités et entités variables<sup>29</sup>. Marchés du salut, des croyances ou encore celui des services offerts par les génies se présentent à la fois comme de remarquables réalisations du marché et comme des modes toujours originaux d'intercession du marché, de symbolisation de sa progression, de résolution des tensions et des contradictions qu'y engendrent les modalités de son appropriation. Notons que les processus de standardisation marchande que D. Hervieu-Léger analyse finement dans son examen du catholicisme dans les sociétés occidentales opèrent de façon très analogue dans le domaine des rapports et des institutions politiques, ceux-ci s'inscrivant de plus en plus clairement dans le registre de la consommation et de la marchandise<sup>30</sup>, constat qui n'a rien à voir avec la métaphore ancienne de la démocratie comme système confrontant une offre et une demande.

Dans la mesure où la mondialisation se caractérise en premier lieu par l'obsolescence des modèles imaginaires de la souveraineté et de l'indépendance forgés durant les décennies de la décolonisation, du développement et de la guerre froide, elle se répercute sur les formes d'instauration de l'autorité de l'Etat ou de sa contestation, tant au plan interne qu'au niveau des relations internationales. C'est précisément parce que l'institution du marché et de la dette est un instrument essentiel de construction hégémonique et d'exercice de la domination à l'échelle mondiale (que complète l'association étroite de la contrainte militaire et de l'assistance idéologique et caritative) que les formes de la légitimité politique tendent à se reformuler dans un double processus de réinvention d'identités autochtones (par l'ethnicisation, la culturalisation, la patrimonialisation) et d'extériorisation des "forces" du marché.

---

<sup>27</sup> D. Hervieu-Léger : *Le pèlerin et le converti*. Paris, Flammarion, 1999 ; D. Hervieu-Léger : "Crise de l'universel et planétarisation culturelle : les paradoxes de la "mondialisation" religieuse", in J.-P. Bastian, F. Champion & C. Rousselet (dir.) : *La globalisation du religieux*. Paris, L'Harmattan, 2001 : 87-96.

<sup>28</sup> J.-P. Bastian et alii, *ibidem*.

<sup>29</sup> P. Absi : *Les ministres du diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosí (Bolivie)*. Paris, L'Harmattan, 2003. B. Hours & M. Selim : *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain. Marché, socialisme, génies*. Paris, L'Harmattan, 1997. M. Selim : *Pouvoirs et marché au Vietnam*, *op. cit.*

<sup>30</sup> L. Bazin, in L. Bazin & M. Selim : *Motifs économiques...*, *op. cit.*

On illustrera cette proposition en comparant très brièvement les trajectoires de la Côte-d'Ivoire et du Vietnam, sous cet angle particulier de la production des catégories de l'autochtonie et de l'étranger<sup>31</sup>. L'intérêt de cette comparaison tient à la divergence des trajectoires historiques : l'Etat communiste vietnamien, tirant sa légitimité de la guerre de libération, a érigé tout étranger en ennemi, tandis que l'Etat ivoirien se situe au contraire dans la plus grande continuité avec la domination coloniale, qu'il n'a pas renversée mais transformée en instrument de sa légitimation. Il a ainsi maintenu la rupture hiérarchique entre Européens et Africains, intégrant ces derniers (ivoiriens ou ressortissant des Etats voisins) dans un dispositif économique et politique dans lequel la proximité avec l'ancienne tutelle coloniale figurait comme clé de voûte, à la fois projet collectif officiel et justification de la position des catégories sociales dominantes. La conversion au marché de l'Etat communiste vietnamien (sur le modèle chinois) maintient l'étranger comme ennemi, avec lequel la confrontation se joue désormais dans la compétition marchande, tandis que l'Etat cherche à culturaliser et à patrimonialiser son assise. En Côte-d'Ivoire, la fin des politiques de développement et l'intégration au marché mondial par le biais des ajustements structurels ont transformé les modalités de production de l'étranger venant d'un côté réactiver la supériorité conférée au monde occidental<sup>32</sup> et, d'un autre côté, faisant de l'autre " proche " (sur les catégories d'appartenances nationale, régionale et/ou ethnique) un intrus menaçant, dont la figure hante significativement la scène politique, incarnée notamment dans le personnage de l'ancien premier ministre Alassane Ouattara accusé d'être burkinabè et empêché de se présenter aux élections.

Par-delà la disparité des configurations socio-historiques, ces deux exemples de la Côte-d'Ivoire et du Vietnam sont particulièrement significatifs des reformulations du politique autour de l'identité et de l'autochtonie, qui constitue sous des manifestations très diverses un phénomène contemporain majeur dans le cadre de la mondialisation. L'Etat communiste vietnamien maîtrise jusqu'à présent et instrumentalise ce processus d'autochtonisation de son assise qu'il a enclenché pour contrer les effets anticipés de sa conversion au marché. De façon plus spectaculaire encore, l'Etat ivoirien qui s'est historiquement édifié et maintenu comme autorité allochtone<sup>33</sup> s'est brusquement engagé au milieu de la décennie 1990 dans une stratégie d'expulsion symbolique de l'étranger hors du champ politique et de réinvention active d'une autochtonie<sup>34</sup>, pour tenter d'y asseoir sa légitimité fragilisée par le renouvellement de la domination étrangère sur l'économie<sup>35</sup>. Cette orientation, maintenue par les différents

---

<sup>31</sup> Nous ne pouvons ici développer plus amplement cette comparaison. Voir L. Bazin & M. Selim : " Diffractions politiques du marché..." , art. cit.

<sup>32</sup> L. Bazin : *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L'Harmattan, 1998.

<sup>33</sup> J.-P. Dozon : " L'étranger et l'allochtone en Côte-d'Ivoire ", in Contamin & Memèl-Fotê (dir.) : *Le modèle ivoirien en question*. Paris, Karthala-ORSTOM, 1997 : 779-798.

<sup>34</sup> R. Yao Gnabéli : " Lutttes politiques et reconstruction des identités collectives en Côte d'Ivoire (1990-2001) ", *Journal des anthropologues*, 88-89, 2002 : 161-184.

<sup>35</sup> Les politiques d'ajustement structurel, le maintien ou le renforcement de la position des expatriés dans les entreprises, la dislocation de l'édifice idéologique du développement ont privé les catégories sociales dominantes (au niveau de l'Etat autant que du tissu économique) de la justification antérieure de leur position, révélant l'exercice du pouvoir dans sa nature " nue " de système de prédation articulé aux relations clientélistes de la parenté et de ses extensions villageoises, ethniques et régionales. La

gouvernements qui se sont récemment succédé, a du même coup précipité les dynamiques de fractionnement sur des bases identitaires ethnicistes qui menacent aujourd'hui très concrètement l'existence même de l'Etat.

Une sociologie peu intéressée par les réalités extérieures au monde désigné comme industrialisé ou postindustriel verrait sans doute peu d'analogie possible avec la situation en France, pays qui occupe de surcroît dans le monde une position dominante à l'inverse des Etats vietnamien et ivoiriens. Il faut néanmoins souligner — pour ne rappeler que quelques éléments essentiels — que la figure imaginaire de l'étranger s'y est considérablement modifiée dans les dernières décennies. Le “ travailleur immigré ” importé avant 1974 pour soutenir l'industrialisation et inférieur dans les hiérarchies de production en continuité avec sa position dans l'ordre colonial et postcolonial, s'est effacé derrière les nouvelles politiques d'Etat engageant à l'échelle européenne une criminalisation de l'immigration et a été remplacé par les effigies ethnicisées actuelles du “ Beur ” et du “ jeune de banlieue ” menaçant de trouble l'ordre public ou, en d'autres termes, symbolisant l'incertitude qui pèse sur les ordonnancements sociaux et la constitution des statuts. Parallèlement à cette symbolisation négative des catégories de l'étranger intérieur et extérieur, dont la consolidation occupe une part croissante de l'activité politique depuis une vingtaine d'années, la rhétorique des pouvoirs publics se construit sur une opposition entre l'intégration inéluctable à un marché européen et mondial et une nécessité de préserver les “ spécificités ” nationales et locales (culturelles, du “ modèle social ”, ou de la “ tradition républicaine ” etc.) dont l'Etat tirerait désormais sa raison d'être.

Les formes institutionnelles (associatives ou relevant d'instances politiques) qui, en France, se constituent autour du patrimoine industriel, dans lequel la mémoire ouvrière et celle des migrations occupent une position centrale, offrent un autre angle d'analyse de ces reformulations du politique autour de la gestion du marché et des identités, très analogues à ce que l'on peut observer dans d'autres contextes, même très distants. Si de nombreux travaux ont largement analysé la symbolique de reconstruction et de réparation mise en œuvre par la patrimonialisation des usines et des mines démantelées, il convient également de situer le sens (aux plans symbolique et imaginaire) de ces expériences dans le cadre signifiant des mutations économiques et politiques. En particulier, la domination des logiques financières sur le capital productif ainsi que la marginalisation corrélative de la production industrielle qui se sont graduellement mises en place à partir des années 1970 ont modifié le statut symbolique de l'industrie, du travail et des classes ouvrières, rendant possible et simplement concevable leur insertion dans la logique patrimoniale<sup>36</sup>. Ces mutations “ objectives ” et symboliques sont articulées avec l'effacement tendanciel de la référence à la “ lutte des classes ” et avec l'ethnicisation des stratifications sociales qui, progressivement, ont conféré à l'origine (autochtone ou allogène) un caractère fondamental dans la lecture

---

réaffirmation constante de la supériorité de l'ancien dominant colonial reste indépassable, comme l'indiquent bien les manifestations récentes à Abidjan (janvier 2003) ayant pris pour cible la France accusée d'appuyer la rébellion armée et substituant à sa tutelle celle, virtuelle, des Etats-Unis exhortés à se porter “ au secours ” du régime officiel menacé par la guerre civile.

<sup>36</sup> L. Bazin : “ Patrimoine, mémoire, généalogie. Quelques considérations critiques ”, *Revue Espaces Marx*, 16-17, 2001 : 44-53.

des réalités sociales. Les multiples efforts repérables (des pouvoirs centraux et périphériques, des musées, d'associations diverses, de branches syndicales) pour institutionnaliser des formes d'identifications collectives autour de la " mémoire " du travail et des migrations mais aussi pour intégrer aux dispositifs patrimoniaux les entreprises comme " richesse " territorialisée au même titre que les produits artisanaux, " du terroir " et autres marchandises néotraditionnelles, participent de processus qui enchevêtrent marchandisation et politisation de l'identité. Ce sont en effet les mêmes logiques qui transforment l'identité en opérateur de valorisation et/ou en bien marchand (articulé notamment à l'économie touristique) et qui en font un instrument de l'inscription territoriale des institutions politiques (de l'Etat et de ses instances décentralisées) faisant face à l'insertion dans le marché global (et européen en ce qui concerne la France)<sup>37</sup>.

La production culturelle, identitaire, patrimoniale apparaît comme le pendant de l'extériorisation d'une hégémonie des marchés, de la finance ou celle de la dépendance financière et économique. Elle a pour corollaire une modification des régimes de production de l'altérité évidemment variables selon les contextes mais où domine globalement deux systèmes de relations complémentaires dans lesquels s'expriment les rapports de domination et leur négation virtuelle : la concurrence et la solidarité projective. Ce n'est plus tant sur l'affirmation d'une souveraineté sur l'économie et de la place centrale des Etats dans la construction de l'économie que les régimes politiques justifient la nature de leur pouvoir (ou voient celle-ci contestée) mais plutôt sur la production identitaire visant à contrebalancer les nouvelles formes de dépendance et d'interdépendance internationale autant qu'à combler l'incapacité proclamée (qu'elle soit réelle ou supposée, volontaire ou contrainte importe peu ici) de prise en charge de l'économie. Cette logique d'extériorisation d'une " contrainte " économique dans le cadre de la globalisation du marché est également une forme d'internalisation du marché dans les rapports sociaux et politiques, dont les Etats et les instances politiques décentralisées sont, le plus souvent, les opérateurs principaux quand ce ne sont pas directement les agents de l'Etat. D'une manière générale, la logique même de la globalisation économique enjoint à la culturalisation et l'ethnisation des ruptures sociales et des espaces comme modalités d'aliénation à la raison marchande. Elle dérive donc sur l'indigénisme, la patrimonialisation, la valorisation symbolique des territoires et des terroirs. Elle implique en effet que le politique se repositionne comme modalité de gestion à la fois culturalisée et naturalisée des espaces marchands<sup>38</sup>, tout en produisant la fiction d'une unité irréductible du local opposée à la menace d'une hégémonie extérieure et/ou d'une homogénéisation mondiale par le marché. C'est pourquoi d'ailleurs les élaborations conceptuelles actuelles des sciences sociales qui mettent l'accent sur le couple notionnel local/global risquent très souvent de manquer leur objet d'analyse si elle ne décryptent pas simultanément les logiques sociales

---

<sup>37</sup> Pour un contrepoint intéressant à la situation française, voir l'exemple de la Bolivie très bien analysé par P. Absi : *Les ministres du diable*, op. cit. ainsi que P. Absi : " Démobilisation de classe et folklorisation rituelle dans les mines de Bolivie ", *Journal des anthropologues*, n° 92-93, 2003.

<sup>38</sup> A l'encontre de tendances actuelles (spécialement fortes dans l'anthropologie américaine) au durcissement de l'opposition nature/culture pour contrer les nouvelles avancées de théories naturalisant les phénomènes sociaux, il faut rappeler que la culturalisation est une forme de naturalisation, spécialement lorsqu'elle est couplée aux idéologies du marché.

(symboliques, idéologiques, politiques) sous-jacentes à cette dialectique du local et du global. Dans une conjoncture où la compétitivité généralisée est un mode de communication dominant, et notamment dans les relations internationales, l'identité, la culture, le capital et le patrimoine culturels qualifient la valeur dans le marché global des groupes sociaux qu'ils désignent, c'est-à-dire leur valeur économique (marchande et productive) positive aussi bien que leur non-valeur, leur inutilité, leur improductivité, leur marginalisation<sup>39</sup> ou, si l'on veut utiliser les catégories du marché, leur "employabilité" et leur "compétence"<sup>40</sup>. L'idéologie de la patrimonialisation — portée par des acteurs divers selon les contextes : Etats, mouvements politiques, groupes sociaux, associations, ONG, organisations internationales — s'étend en conséquence pour s'appliquer prioritairement à tous les espaces de relégation, qu'il s'agisse des zones touchées par une désindustrialisation prononcée ou des portions reculées de "nature tropicale" dont les occupants autochtones sont érigés en gardiens<sup>41</sup>. L'adoption par les organisations internationales (Banque mondiale, PNUD, OCDE, etc.) des théories du "capital humain" dans un cadre général qui serait désormais énoncé comme celui d'une économie de la connaissance, n'est qu'une forme d'expression économicisée — visant la quantification comme fiction explicative et justificatrice de la domination et des inégalités — de cette logique de segmentation et de classification culturalisées des espaces marchands.

## Références citées

- P. Absi, 2003 : *Les ministres du diable. Le travail et ses représentations dans les mines de Potosí (Bolivie)*. Paris, L'Harmattan.
- P. Absi, 2003 : "Démobilisation de classe et folklorisation rituelle dans les mines de Bolivie", *Journal des anthropologues*, 92-93.
- M. Agier, J. Copans & A. Morice (dir.), 1987 : *Classes ouvrières d'Afrique noire*. Paris, Karthala.
- J.-L. Amselle & E. M'Bokolo (dir.), 1985 : *Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique*. Paris, La Découverte.
- J.-P. Bastian, F. Champion & C. Rousselet (dir.), 2001 : *La globalisation du religieux*. Paris, L'Harmattan.
- J. Baudrillard, 1970 : *La société de consommation*. Paris, Gallimard.
- J.-F. Bayart (dir.), 1993 : *La réinvention du capitalisme*. Paris, Karthala.
- L. Bazin, 1998 : *Entreprise, politique, parenté. Une perspective anthropologique sur la Côte-d'Ivoire dans le monde actuel*. Paris, L'Harmattan.

---

<sup>39</sup> M. Selim, in L. Bazin & M. Selim, *Motifs économiques...*, *op. cit.*

<sup>40</sup> B. Hours, M. Selim (dir.), *Solidarités et compétences...*, *op. cit.*

<sup>41</sup> M.-C. Cormier-Salem & alii (dir.), 2002. *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris, IRD éditions.

- L. Bazin, 2001 : “ Patrimoine, mémoire, généalogie. Quelques considérations critiques ”, *Revue Espaces Marx*, 16-17 : 44-53.
- L. Bazin & R. Yao Ghabéli, 1997 : “ Le travail salarié, un modèle en décomposition ? ”, in Contamin & Memêl-Fotê (dir.) : *Le modèle ivoirien en question*. Paris, Karthala-ORSTOM : 689-706.
- L. Bazin & M. Selim, 2001a : *Motifs économiques en anthropologie*. Paris, L'Harmattan.
- L. Bazin & M. Selim, 2001b : “ Diffractions politiques du marché (Côte-d'Ivoire, Vietnam) ”, *Journal des anthropologues*, 87 : 109-137.
- L. Bazin & M. Selim, 2002 : “ Ethnographie, culture, globalisation. Problématisations anthropologiques du marché ”, *Journal des anthropologues*, 88-89 : 269-305.
- L. Bazin, B. Hours, M. Selim (à paraître). “ Solidarité, travail, globalisation ”, in B. Hours, M. Selim (dir.), *Solidarités et compétences. Idéologies et pratiques*. Paris, L'Harmattan.
- P. Bourdieu, 1979 : *La distinction*. Paris, éd. de minuit.
- P. Bourdieu, 1998 : *La domination masculine*. Paris, seuil.
- F. Cooper, 1996 : *Decolonization and African Society. The Labour Question in French and British Africa*. Cambridge University press.
- J. Copans, 2000 : “ L'anthropologie sociale n'est-elle pas née, au fond, des mines ? ”, communication au colloque “ Formes de mobilisation dans les régions d'activité minière ”, IFRESI-Anthropologie du bassin minier, Béthune, 24-26 mai 2000.
- M.-C. Cormier-Salem & alii (dir.), 2002. *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. Paris, IRD éditions.
- J.-P. Dozon, 1997 : “ L'étranger et l'allochtone en Côte-d'Ivoire ”, in Contamin & Memêl-Fotê (dir.) : *Le modèle ivoirien en question*. Paris, Karthala-ORSTOM : 779-798.
- J.-P. Dozon, 2003 : “ Les Etats africains contemporains dans l'épistémè africaniste française ”, *Journal des anthropologues*, 92-93.
- J. Ferguson, 1999 : *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley, University of California Press.
- J. Ferguson, 2002 : “ Global Disconnect : Abjection and the Aftermath of Modernism ”, in J. X. Inda & R. Rosaldo : *The Anthropology of Globalization*, Malden (USA) & Oxford (UK), Blackwell : 136-153.
- D. Hervieu-Léger, 1999 : *Le pèlerin et le converti*. Paris, Flammarion.
- D. Hervieu-Léger, 2001 : “ Crise de l'universel et planétarisation culturelle : les paradoxes de la “mondialisation” religieuse ”, in J.-P. Bastian, F. Champion & C. Rousselet (dir.) : *La globalisation du religieux*. Paris, L'Harmattan : 87-96.

- B. Hours, 1998 : *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*. Paris, L'Harmattan.
- B. Hours, 2002 : *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*. Paris, L'Harmattan.
- B. Hours & M. Selim, 1997 : *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain. Marché, socialisme, génies*. Paris, L'Harmattan.
- B. Lautier, A. Morice & C. de Miras, 1993 : *L'État et l'informel*. Paris, L'Harmattan.
- F. Lordon, 2000 : *Fonds de pension, pièges à cons ?* Paris, éd. Raisons d'agir.
- R. Lourau, 1972 : *L'État-inconscient*. Paris, éd. de minuit.
- A. Mounier, 1999 : “ La question sociale nord-sud ”, in *Emploi, travail et mondialisation* (actes du séminaire du 16-18 déc. 1998), Paris, IRD : 7-19.
- A. Mounier, 2001 : “ Histoire et développement. De l'universel au singulier ”. *Histoire et anthropologie*, 22 : 23-52.
- A. Ong, 1999 : *Flexible Citizenship. The Cultural Logics of Transnationality*. Durham, Duke University Press.
- A. Orléan, 1999. *Le pouvoir de la finance*. Paris, O. Jacob.
- M. Selim : *Pouvoirs et marché au Vietnam. Tome 1 : Le travail et l'argent. Tome 2 : Les morts et l'Etat*. Paris, L'Harmattan, 2003.
- L. Wacquant, 1996 : “ La généralisation de l'insécurité salariale en Amérique ”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 115 : 65-79.
- R. Yao Gnabéli, 2002 : “ Lutttes politiques et reconstruction des identités collectives en Côte d'Ivoire (1990-2001) ”, *Journal des anthropologues*, 88-89 : 161-184.

## **Perspectives for the Clarification of the Notion of Globalisation**

The author undertakes in this article to clarify the notion of globalisation and the social processes that it designates through an epistemological reflection on social anthropology and the development-centred branches of the social sciences, intertwined with an analysis of the changing structure of international relations, in their economic, political and ideological aspects. What appears to be central in this transformation is the inversion of the position of States as regards the economy, i.e. the move from a perspective that was dominated by the necessity of industrial development toward a principle consisting in the destruction of productive capacities whose fixed nature is now supposed to be an obstacle to market fluidity. On the basis of this point, the author argues that it is important for contemporary social sciences to problematise the market, not as an economic mechanism that would be subject to description, but rather through the new combinations of meanings that are inserted into social processes by the expansion of the market. In particular, the contemporary links between the politicisation and the commodification of identities are examined.